



## Conseil national des 21 et 22 mai 2016

### Résolution politique adoptée

À un an de la fin de son quinquennat, le bilan de la présidence de François Hollande est désastreux. Il aura usé et abusé de tous les rouages antidémocratiques de la Ve république, confirmant ainsi qu'il s'agit bien d'une monarchie présidentielle, pour mener une politique opposée à celle pour laquelle il a été élu.

La question n'est plus de savoir s'il a une chance, en cas de candidature, de se qualifier pour le 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle de 2017, mais plutôt dans quel état de délabrement politique il va atteindre cette échéance.

La colère dans le pays est si forte que ce serait présomptueux de sa part d'imaginer faire oublier la situation désastreuse du pays grâce au démarrage de l'Euro de foot le 10 juin.

#### CASSE SOCIALE ET DENI DEMOCRATIQUE

La loi El Khomri est un condensé de toutes les attaques du gouvernement contre la construction républicaine et sociale de notre pays : inversion de la hiérarchie des normes, attaque contre les droits des travailleurs... François Hollande, jusqu'au bout il aura préféré flatter le patronat en abandonnant la hausse de la taxation des CDD. Le Medef en profite une fois de plus pour exiger toujours plus et notamment dans la négociation sur l'assurance chômage. La baisse du chômage, qui lèverait la censure que François Hollande s'est lui-même imposé quant à sa candidature à la Présidentielle, n'existe pas ; la réalité sociale est plus forte et dramatique, que la manipulation des statistiques. La baisse des demandeurs d'emplois de catégorie A (chômeurs n'ayant pas travaillé une seule journée au cours du mois écoulé) annoncée pour mars est entièrement annulée par la hausse des catégories B et C, soit celles et ceux ayant travaillé quelques heures. Les radiations ont encore augmenté et les demandeurs d'emplois mis en formation accélérée suite au plan formation décidé à la va vite à cette fin sont opportunément sortis des statistiques pour quelques mois. Le léger frémissement de la croissance constaté au 1er trimestre dans l'UE (0,80%) doit tout à la baisse des prix des matières premières, dont le pétrole, et au cours de change de l'euro, et rien à une réelle reprise de l'activité. Il n'y a donc rien à espérer de ce côté-là. Et pour cause, il faudrait pour cela que l'austérité et la politique de l'offre, celle qui s'attaque toujours plus au revenu du travail pour servir la rente, cesse de produire son effet dévastateur. Autrement dit, que cette politique soit stoppée net.

Le passage en force par l'article 49 alinéa 3, pour la deuxième fois sous ce quinquennat après la loi Macron (février et juin 2015), pourrait bien avoir l'effet contraire à celui escompté et entraîner F. Hollande au fond du gouffre. Il révèle en effet la faiblesse de ce gouvernement qui n'a plus aucune légitimité pour

imposer sa politique : ni dans le peuple, ni même désormais à l'Assemblée nationale. Il s'en est fallu de deux voix pour qu'une motion de censure venue de la gauche soit déposée. Le seul outil disponible alors pour balayer le gouvernement était la motion de la droite. Il a donc été momentanément sauvé par l'incohérence politique de ceux qui ont refusé de la voter. Le nouveau recours au 49-3 d'un personnel politique qui en contestait l'usage dans l'opposition dit bien l'évolution de plus en plus antidémocratique d'une 5<sup>ème</sup> République parfaitement adaptée aux politiques austéritaires. Cela ne fait qu'imposer toujours plus une évidence : il est impossible de transformer en profondeur la réalité sociale et politique du pays sans faire sauter ce verrou. Les événements en cours confirment nos propositions : si nous gouvernons demain ce pays il faudra passer à la 6<sup>ème</sup> République par la convocation d'une assemblée constituante.

En attendant, à court terme, rien ne dit que cela suffira à sauver ce gouvernement au fil des navettes parlementaires qui restent à effectuer (Sénat le 13 juin et deuxième lecture à l'Assemblée début juillet). Souvenons-nous que le CPE a été retiré après avoir été imposé par le même 49-3.

## NOUS POUVONS TOUJOURS BATTRE LA LOI EL KHOMRI

La bataille contre la loi travail est donc loin d'être terminée. Les grèves reconductibles et les blocages des raffineries marquent une mobilisation et une combattivité accrue. La manifestation centrale du 14 juin devient une date décisive de la mobilisation que le PG soutient pleinement. Après 8 semaines, l'élan social et citoyen de Nuit Debout démontre son ancrage. On vient toujours en nombre à République, son épice, mais aussi dans beaucoup d'autres places du pays. Cela permet à des militants politiques, issus de partis, d'associations, de syndicats mais aussi pour beaucoup d'entre eux sans appartenance de se retrouver alors que les mobilisations dans les facultés et les lycées sont rendues difficiles entre congés et approche des examens. Globalement les mobilisations rencontrent la sympathie de la majorité de la population même si celle-ci ne peut pas toujours participer aux journées de grève faute d'avoir un emploi, de pouvoir se passer de journées de salaire, voire par peur du licenciement dans un climat de répression de plus en plus fort dans les entreprises.

En multipliant les provocations policières et en réprimant massivement, en bloquant une manifestation du 1er mai à Paris pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis des décennies, en n'hésitant pas à cibler les journalistes présents sur le terrain, en empêchant des citoyens d'exercer leur droit de manifester, le gouvernement Valls veut instaurer un climat de peur pour décourager la mobilisation et fait tout pour qu'on parle d'incidents plutôt que du contenu de la loi. Malgré cela les manifestants réaffirment calmement et de façon résolue leur droit à manifester.

La radicalité politique, y compris parmi des gens pour qui Nuit Debout constitue la première expérience d'engagement, monte au fil des semaines. On y parle toujours plus franchement de contestation de la « loi travail et son monde » pour reprendre une phrase du journaliste et initiateur avec ses amis de Fakir de ce mouvement, François Ruffin. Une nouvelle génération politique se forge ainsi. Mieux, à l'appel de Nuit Debout, des milliers de personnes initient des mobilisations contre la loi travail comme dans les rassemblements spontanés du 10 mai dernier. Ils rejoignent aussi toujours plus nombreux les manifestations décidées par le mouvement syndical qui, en maintenant un large front pour le retrait, a relancé, des journées de mobilisation et de grève. Le Parti de Gauche entend bien œuvrer à aider partout à cette mobilisation et à la convergence des différentes formes qu'elle prend, et ce dans le respect le plus total de leur indépendance, que ce soit celle des syndicats, de leur intersyndicale ou de Nuit Debout. Les

militants du PG ne sont pas en extériorité de ces mouvements, mais en sont partie prenante, bien décidés à aider, dans la transparence, à leur développement et à leur victoire.

## UN GOUVERNEMENT DE REPRESSION ET DE DESORDRE PUBLIC

Nous tenons également François Hollande et le gouvernement Valls pour responsables de tout ce qui pourrait advenir du fait de la mise sous tension du pays. Nous gardons à l'esprit la mort de Rémi Fraisse.

Tout laisse en effet à penser que, dans la droite ligne de l'état d'urgence maintenu, Manuel Valls compte sur une politique de fermeté et de répression afin non seulement de juguler la mobilisation mais aussi de regagner des points dans l'opinion. Là aussi, il commet une lourde erreur. L'utilisation toujours plus importante de la répression contre les manifestations (qu'elles soient contre la loi travail, pour la continuation de Nuit Debout ou en solidarité non violente avec les migrant-e-s), les actes de criminalisation des actions syndicales (Air France, Goodyear, garde à vue abusives) braque toujours plus définitivement ceux qui avaient choisi de mettre un bulletin de vote François Hollande au 2ème tour, voire au 1er, de l'élection présidentielle 2012. Aujourd'hui ils jurent pour la plus grande part qu'on ne les y reprendra plus. Cette logique autoritaire ne fait qu'entretenir la machine FN, imbattable sur ce terrain, et non la popularité du gouvernement.

Cette manière de faire est doublement irresponsable : elle s'appuie sur les forces de l'ordre, corps d'Etat censés garantir la paix civile mais utilisés à des fins de répression du mouvement social. Des signes de craquements clairs apparaissent : un premier tract de la CGT Police accuse le gouvernement d'instrumentaliser la violence pour discréditer le mouvement social, et les témoignages de ce genre se multiplient depuis dans les médias. Faut-il que le malaise dans la police soit grand. Les forces de police sont épuisées par le rythme soutenu qui leur est imposé depuis l'application de l'état d'urgence. Fatigue, nervosité, contestation sourde (au sujet des 18 millions d'heures supplémentaires non payées à cause des politiques d'austérité), utilisation de services non formés pour le maintien de l'ordre (BAC), maniement non contesté par le gouvernement d'armes dangereuses (FlashBall, pratique du tir tendu, grenades de désencerclement utilisées sans aucune nécessité de légitime défense) : tout est sur la table pour que la situation déjà grave (de très nombreux blessés, un jeune qui perd son oeil à Rennes), dégénère encore plus gravement. Dernièrement l'ONU a montré du doigt la France pour ses pratiques de répression lors de ce mouvement social et de perquisitions abusives liées à l'état d'urgence. C'est pourquoi le PG exige que l'on cesse d'utiliser ces grenades de type F4 et interdise les FlashBall qui ont déjà occasionné beaucoup de blessés et rappelle que les tirs tendus, devenus réguliers dans les manifestations, sont proscrits. Nous exigeons une enquête parlementaire sur l'ensemble de ces violences depuis le début de la mobilisation sociale et citoyenne contre la loi travail. Nous proposerons également de rencontrer les syndicats de policiers pour échanger sur cette situation. Enfin, nous demandons plus que jamais la levée d'un état d'urgence qui constitue non seulement une politique d'exception contraire à l'équilibre des pouvoirs entre la justice et la police mais participe grandement à accroître la tension dans les forces de police.

Cependant, nous contestons toute légitimité à la violence minoritaire de s'imposer à tous, surtout quand elle s'attaque à un SO unitaire de militants ou à une voiture de policiers de quartiers. Le système s'en nourrit et y puise des arguments pour diviser et décrédibiliser le mouvement. Mais nous n'inversons pas l'ordre des responsabilités.

## SUR L'ENVIRONNEMENT AUSSI : L'INTIMIDATION POUR CACHER LES RECULS

Rejeté massivement dans l'électorat qui a contribué à le faire élire en 2012, inquiet de ne pas avoir de bilan présentable, Hollande a multiplié les tentatives d'amadouer plusieurs catégories : mesures en faveur de la jeunesse, hausse du salaire des fonctionnaires ou augmentation de la rémunération des enseignants du primaire.

Dans le champ de l'écologie, S. Royal continue à tenir des discours immédiatement contredits par Valls et par les faits : référendum bidon sur Notre-Dame des Landes, report de l'interdiction des pesticides néonicotinoïdes, tergiversation sur Fessenheim, obstination à poursuivre le nucléaire malgré la multiplication des incidents et l'explosion du coût financier même si cela signifie mettre en danger EDF (EPR de Hinkley Point en Grande-Bretagne). Inquiet de la poursuite des mobilisations qui ont permis notamment par une action non-violente extrêmement bien organisée de bloquer pendant 3 jours le sommet des pétroliers à Pau, ce gouvernement pousse l'intimidation jusqu'à lancer une procédure judiciaire contre un animateur de Alternatiba pour prise de parole devant la centrale de Fessenheim ! Pour Sarkozy c'était « l'écologie ça commence à bien faire », pour ce gouvernement c'est « peut-être mais plus tard, et en attendant taisez-vous ».

Les dernières tentatives de faire croire à une résistance au TAFTA n'ont pas tenu longtemps face au soutien au CETA, traité préfigurant totalement le TAFTA.

## EN FRANCE COMME DANS L'UE, SORTIR DU CARCAN DES TRAITES EUROPEENS

Sur le plan social et démocratique, mais aussi écologique où ses reniements sur le nucléaire et la transition énergétique seront dramatiques pour l'avenir, ce gouvernement constitue donc un danger permanent pour l'ordre public. Il faut en finir non seulement le plus vite possible avec lui mais également avec le système qu'il promeut et auquel il obéit. Partout en Europe, le capitalisme financiarisé mène plus que jamais dans l'impasse. La Troïka n'imagine les peuples que soumis. Il n'y a pas de concessions à faire avec ce système sous peine d'être emporté et digéré par lui. Alexis Tsipras en fait l'amère expérience en Grèce où non seulement il a capitulé devant toutes les exigences de Bruxelles et Berlin mais l'a fait en vain, puisque 95% des sommes versées l'ont été aux banques. Voilà pourquoi il n'est d'espoir que dans une rupture franche avec ce vieux monde. Plus que jamais nous devons faire sauter l'autre verrou qui conditionne toute mise en place d'une autre politique : le carcan des traités européens auquel le gouvernement français obéit également en imposant les lois Macron et El Khomri. C'est la raison pour laquelle le Parti de Gauche entend continuer dans les mois à venir à œuvrer à des sommets internationalistes du plan B après ceux de Paris et Madrid comme nous en ferons un des piliers du programme que nous défendrons pour les échéances de 2017.

Car si en France comme dans certains pays d'Europe, l'issue identitaire et autoritaire, incarnée ici par le FN, a toujours de l'avance, dans d'autres pays la situation est différente. Ainsi en Espagne, Podemos et Izquierda Unida viennent de s'unir afin de dépasser cette fois pour de bon le PSOE lors des prochaines élections générales du 26 juin. Le résultat de cette nouvelle formule politique dans un pays voisin sera évidemment plein d'enseignements. Elle confirme déjà, quoi qu'il arrive, l'idée que nous devons aborder les échéances à venir avec la volonté et la stratégie capable de l'emporter pour appliquer notre programme. C'est que le PG compte bien faire en vue des échéances de 2017.

## SE MOBILISER ET PREPARER LE DEBOUCHE POLITIQUE VONT DE PAIR

Sans délaissier la mobilisation contre la loi travail, tant il s'agit évidemment pour nous de phénomènes qui se nourrissent, il est nécessaire de regarder ce qui concrètement peut aujourd'hui représenter une chance de renverser le système dès l'an prochain.

Les manœuvres politiques et médiatiques autour de Macron érigé en une risible incarnation du renouvellement politique sentent plutôt la panique de fin de règne et les intrigues de cour.

De même, toute idée de primaire à gauche reste indéfendable. Il est hors de question d'envisager, et c'est encore plus vrai avec la bataille contre la loi travail, un scrutin préliminaire commun avec des gens que nous combattons radicalement aujourd'hui. Il s'agit là d'une clarification indispensable à effectuer en vue de tout travail en commun pour 2017. Nous constatons avec satisfaction que parmi les organisations qui ont constitué le FDG, seul aujourd'hui le PCF l'imagine encore possible, mais en y mettant désormais des conditions, et non sans de larges débats parmi les communistes.

Nous espérons donc que toutes les forces qui refusent la politique de ce gouvernement finiront par revenir sur cette funeste combinaison.

Nous l'avons déjà dit et nous le redisons, l'objectif de 2017 pour toutes celles et ceux qui refusent les politiques libérales et productivistes, ne peut être de se contenter de faire du témoignage avec une candidature, si sympathique soit-elle, qui ne serait pas en mesure de disputer la présence au deuxième tour à F. Hollande ou son clone politique au cas où il jetterait l'éponge.

Or ce n'est pas François Hollande, ni l'un de ses dupliquants, qui évitera un 2ème tour en 2017 entre le FN et les Républicains. En outre les sondages, quoi qu'on en pense, ont aussi à plusieurs reprises montré que Jean-Luc Mélenchon pouvait être celui en capacité de dépasser l'actuel chef de l'État.

Fin janvier, dans notre résolution de CN nous émettions le souhait que celui qui avait été le candidat commun du FDG en 2012 avance sa candidature le plus vite possible. Nous demandions qu'il le fasse en profitant de la campagne électorale pour adosser sa candidature à l'émergence d'une nouvelle force politique, un mouvement qui dépasse le cartel de partis pour permettre l'engagement de dizaines de milliers de citoyen-ne-s que nous sentions disponibles. Ce qui se passe en ce moment dans le pays nous confirme dans cette analyse. Le 10 février Jean-Luc Mélenchon a fait une proposition de candidature indiquant qu'elle ne deviendrait effective que lorsque tous les événements en auraient prouvé la justesse. Nous constatons que plus de 100 000 insoumis l'appuient à travers la plateforme JLM2017 et des centaines de groupes d'appuis déploient leurs actions dans le pays. Il s'agit donc d'une formidable espérance qui dépasse largement notre seul parti, même si nous le considérons comme un outil indispensable pour la transformer en réalité politique dans les mois à venir. Le PG soutient pleinement cette dynamique, en conséquence les militant-e-s du PG s'engagent dans les nombreux groupes d'appuis et multiples initiatives avec pour seul objectif d'amplifier et de concrétiser cette démarche. C'est notre priorité. Nous souhaitons, une fois accéléré le développement de ces groupes, que la France Insoumise se dote de sa propre représentation. En attendant, le PG est disponible pour la mise en place d'un espace de travail commun provisoire qui permettrait de faire converger et dialoguer ensemble les voix et sensibilités diverses (partis, courants, revues associations, personnalités politiques) qui appuient dès maintenant la candidature de Jean-Luc Mélenchon et cette démarche globale.

Pour nous donc la suite de ce qui s'écrit aujourd'hui en France passera aussi du côté de la Place Stalingrad à Paris le 5 juin avec le défilé des insoumis et la prise de parole de Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est pas la seule réalité du moment, mais elle fait incontestablement partie du même paysage dans lequel se meuvent toutes celles et tous ceux qui refusent dans la rue, les entreprises, les places, la loi El Khomri et son monde. Rien de tout cela n'est contradictoire. Au contraire. Il s'agit bien de fédérer le peuple contre le système et l'oligarchie. La première victoire de la mobilisation en cours a surtout été de remettre la question sociale au centre du débat politique. Ce n'est pas rien, c'est même essentiel. A nous de nous battre en étant présents dans les prochaines échéances (21 mai marche mondiale contre Monsanto, 5 juin manifestation contre l'enfouissement des déchets à Bure, 12 juin rassemblement international contre le Lyon-Turin à Chapareillan en Isère, 9-10 juillet rassemblement à Notre-Dame des Landes) pour que la question écologique prenne aussi toute sa place dans cette confrontation politique.